

PRÉFET DE LA MOSELLE

Préfecture

Direction des Libertés Publiques

ARRÊTÉ n° 2014-DLP/BUPE 124 du 16 avril 2014

mettant en demeure la société URSA FRANCE à SAINT-AVOLD de respecter les dispositions de l'article R.515-83 du Code l'Environnement dans un délai imparti

LE PRÉFET DE LA RÉGION LORRAINE
PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFET DE LA MOSELLE
CHEVALIER DANS L'ORDRE NATIONAL DE LÉGION D'HONNEUR
CHEVALIER DANS L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

- VU** La directive n° 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles ;
- VU** le Livre V du Code de l'Environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.514-5, R.515-70 à R.515-72 et R.515-83 ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'Etat dans les régions et les départements ;
- VU** l'arrêté préfectoral DCTAJ-n° 2014-A-12 en date du 11 avril 2014 portant délégation de signature en faveur de Monsieur Alain CARTON, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2005-AG/2-432 du 8 novembre 2005 autorisant la société URSA FRANCE SAINT-AVOLD à exploiter une unité de production de polystyrène extrudé à SAINT-AVOLD ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2008-DEDD/IC-240 du 18 novembre 2008 imposant des prescriptions complémentaires à la Société URSA FRANCE pour la poursuite de ses activités à SAINT-AVOLD ;
- VU** les courriers de l'Inspection des Installations Classées datés du 9 août 2012 et du 5 juillet 2013 ;
- VU** le courrier daté du 30 octobre 2013, que la société URSA FRANCE a adressé à Monsieur le Préfet, proposant pour son établissement à SAINT-AVOLD, conformément aux dispositions de l'article R515-84 du Code de l'environnement, la rubrique 3330 comme rubrique principale et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à l'industrie du verre comme BATc relatives à la rubrique principale ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées daté du 20 février 2014 validant les propositions de la société URSA FRANCE ;
- VU** l'avis rendu par les membres du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques lors de la réunion du 27 mars 2014 ;

Considérant que le chapitre II de la directive n°2010/75/CE du 24 novembre 2010, transposée en droit français notamment par le décret n°2013-374 du 2 mai 2013, prévoit notamment que les conditions d'autorisation d'exploiter des installations visées par ces dispositions, tiennent compte des meilleures techniques disponibles et soient revues périodiquement ;

Considérant par ailleurs que le déclenchement du réexamen périodique des conditions d'autorisation est aujourd'hui lié à la publication au Journal Officiel de l'Union Européenne (JOUE) des conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale ;

Considérant en effet que dans un délai de 4 ans à compter de la publication au JOUE des conclusions sur les MTD relatives à la rubrique principale, les conditions d'autorisation sont réexaminées, voire actualisées et dans tous les cas respectées ;

Considérant que les décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives aux verreries ont été publiées au Journal Officiel de l'Union européenne le 8 mars 2012 ;

Considérant que l'article R. 515-83 du Code de l'environnement dispose que « pour les réexamens déclenchés, en application du I de l'article R. 515-70, par la publication au Journal Officiel de l'Union européenne avant le 7 janvier 2013 de décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale et par dérogation au I de l'article R. 515-71, l'exploitant adresse au préfet le dossier de réexamen avant le 7 janvier 2014 » ;

Considérant donc que la société URSA FRANCE est redevable d'un dossier de réexamen de ses conditions d'autorisation d'exploiter, conforme aux dispositions de l'article R515-72 du Code de l'environnement, au 7 janvier 2014 ;

Considérant les dispositions de l'article R. 515-72 susvisé précisant le contenu du dossier de réexamen mentionné à l'article R. 515-83 précité ;

Considérant qu'à la date de signature du présent arrêté préfectoral, la société URSA FRANCE n'a pas transmis son dossier de réexamen à Monsieur le Préfet ;

Considérant par conséquent que la société URSA FRANCE ne respecte pas les dispositions de l'article R. 515-83 du Code de l'environnement auxquelles elle est soumise ;

Considérant par ailleurs que l'article R515-81 du Code de l'environnement prévoit que l'exploitant adresse au préfet, avant la première actualisation des prescriptions, le rapport de base lorsque l'activité relève du 3° du I de l'article R. 515-59 du même Code ;

Considérant donc que le rapport de base précité doit être joint au dossier de réexamen ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Moselle,

ARRÊTE

Article 1^{er} : Champ de la mise en demeure

La société URSA FRANCE (N° SIREN : 351970595) exploitant une ligne de fabrication de laine de verre sur le territoire de la commune de Saint-Avold, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article R. 515-83 du Code de l'environnement en adressant le dossier de réexamen mentionné dans cet article, à Monsieur le Préfet avant le 30 avril 2014.

Article 2 : En cas de non respect du présent arrêté, indépendamment des poursuites pénales qui pourront être exercées, des mesures et sanctions administratives pourront être prises conformément à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement

Article 3 : En vertu de l'article L. 514-6 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg, dans les délais prévus à l'article R.514-1 du même Code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même Code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de l'acte, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

Article 4 : Le Secrétaire Général de la préfecture de la Moselle,
Le Sous-préfet de FORBACH ,
Les inspecteurs des installations classées,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté

Une copie du présent arrêté est transmise, pour information, au maire de la commune de SAINT-AVOLD où est implantée l'entreprise.

Fait à Metz,
Le Préfet,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général



Alain CARTON